

Pour la religion économique,

**le sacrifice des hôpitaux et chapiteaux d'abord,
le bénéfice des capitaux ensuite !**

Allez, c'est reparti pour un tour ! L'apparition du virus est a priori la conséquence de la déforestation liée au libéralisme, sa propagation résulte de la marchandisation et du tourisme de masse incités par le capitalisme, et l'ampleur de la catastrophe sanitaire est à imputer aux décennies de décisions gouvernementales de casse des services publics, notamment la suppression d'emplois et de lits à l'hôpital. Ce n'est donc pas à la population et aux personnes d'assumer et de subir l'enfermement, les pertes économiques et l'opprobre de ne pas écouter ou respecter les mesures sanitaires !

Avec l'annonce du reconfinement le 28 octobre 2020, et l'annulation de tout rassemblements publics, le gouvernement assomme une fois de plus les individus, et notamment le monde de la culture et du spectacle vivant.

Alors que le mot d'ordre général est le *travail*, nous, personnels de la culture et du spectacle, sommes privé·e·s de toute activité, et dans bien des cas, de la totalité de nos revenus.



On a le droit de s'entasser dans les transports pour aller pointer à l'usine mais pas de se cultiver. Et bien que notre secteur ce soit remarquablement adapté, avec des protocoles sanitaires stricts (distanciation pour les publics, port du masque, gel hydroalcoolique...) nous sommes encore une fois les premiers à fermer.-

Le choix du gouvernement n'est pas celui de la culture, qui pourtant rapporte plus que le secteur automobile. L'action des dirigeants libéraux favorise depuis toujours la fin des régimes spéciaux, l'uniformisation par le bas, et la privatisation des acquis sociaux. L'épidémie de Covid19 permet d'accélérer ce processus.

Depuis le premier confinement de mars 2020, nous subissons des pertes de salaires importantes, particulièrement pour les non-subventioné·e·s, (celles et ceux qui tournent à la billetterie ?), les sans contrat, celles et ceux pour qui le chômage partiel n'a pas été et ne sera pas effectif.

Depuis août 2020, les intermittent·e·s sont dans une course contre la montre aux cachets alors que le secteur restait très hésitant. Les travailleur·euse·s du spectacle de grandes jauges (Ryggers / Scaffers/ Roadies) ont été par exemple quasiment privé·e·s de toute activité, et les mois de septembre, octobre n'ont pas été une période de reprise pour tout le monde.

Aujourd'hui, l'ensemble du spectacle vivant est à l'arrêt et personne ne sait jusqu'à quand.

C'est pour cela que la CNT-SO exige :

- ✓ La réouverture des lieux de spectacles ayant un protocole sanitaire adapté
- ✓ Des dérogations au confinement pour nos secteurs, le ticket du spectacle pour les spectateurs ou le contrat de travail pour les professionnels faisant foi
- ✓ Un accès facilité à l'activité partielle pour prendre en charge tous les contrats et les engagements des personnels du milieu du spectacle (intermittence, auto-entrepreneuriat, salariat, ...)
- ✓ Un report des indemnités chômage jusqu'à la sortie de l'état d'urgence sanitaire
- ✓ L'annulation définitive de la réforme de l'assurance chômage
- ✓ Une possibilité d'assouplir les charges URSSAF pour les auto-entrepreneurs·euses et un accès facilité au RSA
- ✓ L'annulation des arrêtés anti-mendicités et l'autorisation de spectacle de rue
- ✓ L'accès sans conditions aux formations professionnelles pour tou·te·s les intermittent·e·s et auto-entrepreneur·euse·s du spectacle.

Pour que la Culture ne se résume pas à des séries télé, le spectacle vivant doit sortir la tête de l'eau et ne cèdera pas aux aspirations de nos gouvernements d'imposer leur idiocratie.

DES MAINTENANT, LUTTONS ENSEMBLE !



CNT-Solidarité ouvrière
Syndicat des
travailleurs·euses uni·e·s
de la culture et
du spectacle
8 rue Paul Lafargue
69100 Villeurbanne
stucs@cnt-so.org
spectacle@cnt-so.org

